



**MINISTERE DU PLAN
UNITE DE GESTION DES PROJETS**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LES ETATS FINANCIERS
DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
AU 31 DECEMBRE 2018**

**Accord préalable pour la Préparation du Projet N° Q9840 du 20 juillet 2015
Accord de financement N° D0880-DRC du 27 octobre 2015**

Le 27 juin 2019



Sommaire

Ière partie : Expression de l'opinion de l'Auditeur Indépendant

1. Rapport de l'Auditeur indépendant sur les états financiers
2. Rapport de l'Auditeur indépendant sur les états certifiés des dépenses
3. Rapport de l'Auditeur indépendant sur les états des transactions des comptes désignés

IIème partie : Vérifications spécifiques

1. Rapport de l'Auditeur Indépendant sur la conformité de l'exécution du projet conformément aux termes de l'Accord de financement et aux instructions de la Banque Mondiale

Annexes :

1. Situation patrimoniale (Bilan)
2. Tableau des ressources et emplois (par composantes et par catégories)
3. Etats certifiés de dépenses
4. Etats des transactions du compte désigné
5. Etat de rapprochement des fonds reçus de la Banque Mondiale
6. Liste des actifs immobilisés
7. Lettre de représentation



1. Rapport de l'Auditeur indépendant sur les états financiers



Monsieur le Coordonnateur
Unité de Gestion des Projets
Projet de Développement des Statistiques
« PDS »
8, avenue Lodja
Quartier SOCIMAT
Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LES ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2018
DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES « PDS »
Accord préalable pour la Préparation du Projet N° Q9840 du 20 juillet 2015
et Accord de financement N° D0880-DRC du 27 octobre 2015

1. Opinion avec réserve

Nous avons audité les états financiers du Projet de Développement des Statistiques, PDS en sigle, comprenant la situation patrimoniale au 31 décembre 2018, le tableau des ressources et des emplois pour l'exercice clos à cette date, ainsi que le résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations complémentaires relatives aux états financiers.

À notre avis, à l'exception de l'incidence du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière du Projet à la fin de l'exercice ainsi que des ressources reçues et des dépenses effectuées au cours de l'exercice clos à cette date conformément au principe de leur présentation décrit à la Note 2 ci-dessous, aux directives de la Banque Mondiale et aux Accords de financement (Accord préalable pour la préparation du Projet et Accord de financement).

2. Fondement de l'opinion avec réserve

Lors de nos travaux d'audit des états financiers au 31 décembre 2018, nous avons noté, au cours de la période sous revue, une disparition d'un lot important des matériels informatiques (destinés aux opérations du Recensement Général des Entreprises) entreposés dans l'enceinte de l'Institut National de la Statistique (INS) d'une valeur totale de USD 226.422; composés de 467 tablettes modèle Lenovo Idealpad Miix 320 (USD 205.303), 18 Laptops modèle Lenovo Thinkpad L470 (USD 20.940) et 1 GPS MAP G4 Handheld (USD 179).

Par ailleurs, nous avons constaté que le Projet n'a pas organisé la prise d'inventaire physique de tous ses matériels et équipements à la date de clôture. Nous avons toutefois noté que cet inventaire a été organisé subséquemment (en fin juin 2019). Notre revue de ces inventaires n'a pas relevé d'anomalies majeures.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'Auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du PDS conformément au Code d'éthique et de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers RDC SAS, Immeuble Midema, 13, Avenue Mongala, Gombe, B.P. 10195 Kinshasa I, République Démocratique du Congo
T: (243) 99 930 99 00 / 01 - (243) 99 839 62 71 - (243) 81 037 26 45, www.pwc.com

Société par Actions Simplifiée au capital variable de CDF 18.600.000 - RCCM : CD/KIN/RCCM/14-B-4773 - N° Id. Nat. 01-832-N88290C - N° Impôt A0700522B.
Bureau à Lubumbashi : 1034, Av. Kilela Balanda - Immeuble Infinity, 3^{ème} Etage - B.P. 7224 Lubumbashi - Province du Haut Katanga - T : (243) 99 930 99 02 - (243) 81 710 39 93

Nos vérifications ont couvert entre autres les étapes suivantes :

- S'assurer que toutes les ressources du PDS ont été employées conformément aux dispositions des Accords de financement applicables, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies;
- Vérifier que les fonds de contrepartie nationale (budget de l'Etat) ont été obtenus et employés conformément aux dispositions des accords de financement applicables, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles ils ont été fournis;
- S'assurer que les acquisitions des biens et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions des Accords de financement applicables fondés sur les procédures de passation de marché de la Banque Mondiale et ont été proprement enregistrés dans les livres comptables ;
- S'assurer que tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre de différentes opérations relatives au Projet (y compris les dépenses couvertes par des relevés de dépenses ou des rapports de suivi financier) ;
- S'assurer que les comptes désignés sont gérés en conformité avec les dispositions des Accords de financement ;
- S'assurer que les comptes du Projet ont été préparés sur la base de l'application systématique du principe énoncé à la Note 2 ci-dessous et donnent une image fidèle de la situation financière du Projet à la fin de l'exercice ainsi que des ressources reçues et des dépenses effectuées au cours de l'exercice clos à cette date;
- S'assurer que la performance financière globale du Projet est satisfaisante ;
- S'assurer que les dépenses inéligibles dans les demandes de remboursement de fonds identifiées lors de l'audit ont été remboursées au compte désigné. Ces dépenses ont fait, le cas échéant, l'objet d'une note séparée dans notre rapport d'audit;
- S'assurer que les actifs immobilisés du Projet sont réels et correctement évalués et le droit de propriété du Projet ou des bénéficiaires sur ces actifs est établi en conformité avec l'accord de financement ;
- S'assurer que tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre de différentes opérations relatives au Projet (y compris les dépenses couvertes par les relevés des dépenses ou les comptes désignés) et qu'il existe des relations de correspondance évidentes entre les livres de comptes et les rapports présentés à la Banque ;
- S'assurer que les demandes de décaissement soumises à la Banque aux fins de financement sont appuyées par des pièces justificatives, sont correctement autorisées et enregistrées, et sont éligibles selon les termes des Accords de financement ;
- Evaluer le respect des dispositions de contrôle interne, noter les contrôles inexistantes ou ceux qui nécessitent des améliorations ;
- Vérifier que les avances faites au personnel du Projet, aux agents de l'Institut National de la Statistique ainsi que des autres entités bénéficiaires du Projet au titre des missions ou autres frais de fonctionnement ou réalisations d'activités spécifiques sont correctement justifiées;
- Faire des inspections physiques pour s'assurer de l'existence des biens acquis et travaux réalisés et réceptionnés par le Projet ;

- En s'appuyant sur les textes juridiques et fiscaux en vigueur en République Démocratique du Congo, s'assurer que toutes les dispositions juridiques et fiscales ont été respectées, notamment en matière d'exonération d'impôt et taxes et droits de douanes applicables au Projet et au traitement des rémunérations versées au consultant et au personnel ;
- S'assurer, le cas échéant, de la mise en œuvre des diligences de clôture de projet spécifiques aux projets financés par la Banque Mondiale en conformité avec les directives de cette dernière. L'évaluation de la mise en œuvre de ces diligences devra faire l'objet d'une note séparée dans le rapport d'audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

3. Observation

Nous attirons l'attention sur les faits suivants :

- Nous avons noté un faible niveau de réalisation des activités prévues sur la période. Au 31 décembre 2018, le Projet n'a dépensé que USD 3.530.934 contre des dépenses totales prévues de l'ordre de USD 25.317.020, soit un taux d'exécution global de 14%. Cette situation est principalement expliquée par le retard dans l'exécution de certaines activités du Projet et l'arrêt de certaines autres activités dû à la décision de la restructuration du projet.
- Nous avons relevé que jusqu'au 31 décembre 2018, le Projet n'a pas bénéficié des fonds de contrepartie nationale (budget de l'Etat), par conséquent, certaines activités devant être financées avec ces fonds n'ont pas été réalisées.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

4. Responsabilités de la Coordination et des responsables de la gouvernance relatives aux états financiers

Les états financiers ont été établis par la Coordination. La Coordination est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers conformément au principe de leur présentation décrit à la Note 2 ci-dessous, aux directives de la Banque Mondiale et aux Accords de financement, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, il incombe à la Coordination d'évaluer la capacité du Projet à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si la Coordination a l'intention de clôturer le Projet ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière du Projet.

5. Responsabilités de l'Auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe du présent rapport de l'Auditeur indépendant.



Le 27 juin 2019

ANNEXE
RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR INDEPENDANT RELATIVES A L'AUDIT DES
ETATS FINANCIERS

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne du Projet afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Projet ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Coordination, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au principe de leur présentation décrit à la Note 2 ci-dessous ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la Coordination du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Projet à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
« **PDS** »

Accord préalable pour la préparation du Projet N° Q9840 du 20 juillet 2015
et Accord de financement N° Do880-DRC du 27 octobre 2015

BILANS AUX 31 DECEMBRE 2018 ET 2017
(Exprimés en Dollar américain)

<u>ACTIF</u>	<u>Notes</u>	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>	<u>Mouvements</u> <u>2018</u>
<u>Actif immobilisé</u>				
Matériel	3	4 666 448	2 011 291	2 655 157
Autres actifs immobilisés	4	<u>6 354 432</u>	<u>2 288 027</u>	<u>4 066 405</u>
Total Actif immobilisé		<u>11 020 880</u>	<u>4 299 318</u>	<u>6 721 562</u>
<u>Actif circulant</u>				
Tiers débiteurs	5	1 182 265	4 496 818	(3 314 553)
Débiteurs divers		<u>142 912</u>	<u>7 792</u>	<u>135 120</u>
Total Actif circulant		<u>1 325 177</u>	<u>4 504 610</u>	<u>(3 179 433)</u>
<u>Trésorerie – Actif</u>				
Banques		1 181 659	1 356 425	(174 766)
Caisse		<u>2 583</u>	<u>360</u>	<u>2 223</u>
Total Trésorerie – Actif	6	<u>1 184 242</u>	<u>1 356 785</u>	<u>(172 543)</u>
TOTAL GENERAL		<u>13 530 299</u>	<u>10 160 713</u>	<u>3 369 586</u>

Les notes 1 à 18 font partie intégrante de ces états financiers.

**PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
« PDS »**

**Accord préalable pour la préparation du Projet N° Q9840 du 20 juillet 2015
et Accord de financement N° Do880-DRC du 27 octobre 2015**

BILANS AUX 31 DECEMBRE 2018 ET 2017
(Exprimés en Dollar américain)

<u>PASSIF</u>	<u>Notes</u>	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>	<u>Mouvements 2018</u>
<u>FINANCEMENTS</u>				
Fonds reçus de l'IDA	7	13 515 104	10 156 713	3 358 391
Dossiers d'Appel d'Offres (DAO)		<u>4 000</u>	<u>4 000</u>	<u>-</u>
Total Financements		<u>13 519 104</u>	<u>10 160 713</u>	<u>3 358 391</u>
<u>PASSIF CIRCULANT</u>				
Tiers créditeurs		<u>11 195</u>	<u>-</u>	<u>11 195</u>
Total Passif circulant		<u>11 195</u>	<u>-</u>	<u>11 195</u>
<u>TRESORERIE PASSIF</u>				
Banque		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Total Trésorerie Passif		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL GENERAL		<u>13 530 299</u>	<u>10 160 713</u>	<u>3 369 586</u>

Les notes 1 à 18 font partie intégrante de ces états financiers.

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
« **PDS** »

Accord préalable pour la préparation du Projet N° Q9840 du 20 juillet 2015
et Accord de financement N° Do880-DRC du 27 octobre 2015

TABLEAUX DES RESSOURCES ET EMPLOIS PAR COMPOSANTES
POUR LES EXERCICES CLOS AUX 31 DECEMBRE 2018 ET 2017
(Exprimés en Dollars américains)

	Notes	Réalizations			Budget	Ecart	Taux
		2018	Cumul au 31/12/2017	Cumul au 31/12/2018	global		d'exécution
RESSOURCES							
Fonds reçus de l'IDA PPA Q9840	7.1	-	500 000	500 000	6 000 000	(5 500 000)	8
Fonds reçus de l'IDA Do880-DRC	7.2	3 358 391	9 656 713	13 015 104	39 000 000	(25 984 896)	33
Ventes Dossiers d'Appel d'Offres (DAO)		-	4 000	4 000	-	4 000	-
Total Ressources		3 358 391	10 160 713	13 519 104	45 000 000	(31 480 896)	30
DEPENSES							
Composante 1 : Production, Diffusion et Utilisation des données							
1.1. Appui à la cartographie du recensement de la population	8	494 689	1 951 296	2 445 985	14 000 000	(11 554 015)	17
1.2. Système d'enquête sur les conditions de vie des ménages	9	1 186 457	730 664	1 917 121	8 250 000	(6 332 879)	23
1.3. Recensement agricole et enquêtes		49 572	45 526	95 098	9 800 000	(9 704 902)	1
1.4. Statistiques des comptes nationaux	10	99 247	4 496 818	4 596 065	1 800 000	2 796 065	255
1.5. Amélioration informatique et équipements pour la production et diffusion des données	11	243 907	85 480	329 387	1 250 000	(920 613)	26
Total Composante 1		2 073 872	7 309 784	9 383 656	35 100 000	(25 716 344)	27
Composante 2 : Développement et gestion des ressources humaines							
2.1. Assistance technique pour l'élaboration des lignes directrices	12	194 811	15 452	210 263	500 000	(289 737)	42
2.2. Appui au développement de l'Institut National de la Statistique	13	96 172	-	96 172	3 000 000	(2 903 828)	3
2.3. Programme de bourses d'études pour la formation des congolais	14	349 062	486 583	835 645	1 100 000	(264 355)	76
2.4. Fonds non alloués pour le programme de jeunes professionnels		-	-	-	2 000 000	(2 000 000)	-
2.5. Gestion du Projet	15	817 017	992 109	1 809 126	3 300 000	(1 490 874)	55
Total Composante 2		1 457 062	1 494 144	2 951 206	9 900 000	(6 948 794)	30
Total Dépenses (1 + 2)	4	3 530 934	8 803 928	12 334 862	45 000 000	(32 665 138)	27
Fonds disponibles à la clôture	6	(172 543)	1 356 785	1 184 242	-	1 184 242	

Les notes 1 à 18 font partie intégrante de ces états financiers.

**PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
« PDS »**

**Accord préalable pour la préparation du Projet N° Q9840 du 20 juillet 2015
et Accord de financement N° Do880-DRC du 27 octobre 2015**

**TABLEAUX DES RESSOURCES ET EMPLOIS PAR CATEGORIES
POUR LES EXERCICES CLOS AUX 31 DECEMBRE 2018 ET 2017**
(Exprimés en Dollar américain)

	<u>Notes</u>	<u>Réalisations</u>			<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>Taux</u>
		<u>2018</u>	<u>Cumul au 31/12/2017</u>	<u>Cumul au 31/12/2018</u>	<u>global</u>		<u>d'exécution</u>
<u>RESSOURCES</u>							
							%
Fonds reçus de l'IDA PPA Q9840	7.1	-	500 000	500 000	6 000 000	(5 500 000)	8
Fonds reçus de l'IDA Do880-DRC	7.2	3 358 391	9 656 713	13 015 104	39 000 000	(25 984 896)	33
Ventes Dossiers d'Appel d'Offres (DAO)		-	4 000	4 000	-	4 000	-
Total Ressources		<u>3 358 391</u>	<u>10 160 713</u>	<u>13 519 104</u>	<u>45 000 000</u>	<u>(31 480 896)</u>	30
<u>DEPENSES</u>							
Fournitures, services autres que consultants (Composantes 1.2 à 2.3a, 2.3b (ii) et 2.5)	16	2 688 226	6 321 242	9 011 328	21 900 000	(12 888 672)	41
Fournitures, services autres que consultants (Composante 1.1)	17	494 689	1 958 210	2 452 899	14 000 000	(11 547 101)	18
Programme Bourses d'études (Composante 2.3b (i))	18	348 019	471 449	817 607	1 100 000	(282 392)	74
Programme Jeune Professionnel		-	-	-	2 000 000	(2 000 000)	-
Avance pour la Préparation du Projet		-	53 027	53 027	6 000 000	(5 946 973)	1
Total Dépenses		<u>3 530 934</u>	<u>8 803 928</u>	<u>12 334 862</u>	<u>45 000 000</u>	<u>(32 665 138)</u>	27
Fonds disponibles à la clôture	6	<u>(172 543)</u>	<u>1 356 785</u>	<u>1 184 242</u>	<u>-</u>	<u>1 184 242</u>	

Les notes 1 à 18 font partie intégrante de ces états financiers.

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
« PDS »

Accord préalable pour la préparation du Projet N° Q9840 du 20 juillet 2015
et Accord de financement N° Do880-DRC du 27 octobre 2015

NOTES EXPLICATIVES
EXERCICES CLOS AUX 31 DECEMBRE 2018 ET 2017

1. PRESENTATION

1.1. Description du Projet

Dans le cadre des réformes visant l'amélioration des rendements du système statistique national, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) et l'Association Internationale de Développement (IDA) ont conclu, en date du 20 juillet 2015, l'Accord préalable pour la préparation du Projet N° Q8940 puis, en date du 27 octobre 2015, un Accord de financement pour un montant global de USD 45 millions (équivalant de DTS 32 millions) pour la mise en œuvre d'un projet dénommé « Projet de Développement des Statistiques », PDS en sigle. Cet Accord a fait l'objet de la signature à la (même) date du 27 octobre 2015 d'un Accord de don subsidiaire entre la RDC et l'Institut National de la Statistique (Organe représentant le PDS).

L'objectif de développement de ce Projet est de renforcer la capacité du système statistique national à produire et diffuser les statistiques économiques et sociales essentielles.

Les activités du projet sont structurées comme suit :

<u>Composantes</u>	<u>Budget</u> <u>USD</u>
<i><u>Composante 1 : Production, Diffusion et Utilisation des données</u></i>	
Sous-composante 1.1 : Appui à la cartographie du recensement de la population	14 000 000
Sous-composante 1.2 : Système d'enquête sur les conditions de vie des ménages	8 250 000
Sous-composante 1.3 : Recensement agricole et enquêtes	9 800 000
Sous-composante 1.4 : Statistiques des comptes nationaux	1 800 000
Sous-composante 1.5 : Amélioration informatique et équipements pour la production et diffusion des données	<u>1 250 000</u>
<i>Total Composante 1</i>	<u>35 100 000</u>
<i><u>Composante 2 : Développement et gestion des ressources humaines</u></i>	
Sous-composante 2.1 : Assistance technique pour l'élaboration des lignes directrices	500 000
Sous-composante 2.2 : Appui au développement de l'Institut National de la Statistique	3 000 000
Sous-composante 2.3 : Programme de bourses d'études pour la formation des Congolais	1 100 000
Sous-composante 2.4 : Fonds non alloués pour le programme de jeunes professionnels	2 000 000
Sous-composante 2.5 : Gestion du Projet	<u>3 300 000</u>
<i>Total Composante 2</i>	<u>9 900 000</u>
Total général (1 + 2)	<u>45 000 000</u>

Les deux composantes sont appelées à renforcer (i) les infrastructures statistiques nécessaires à un meilleur suivi de l'économie et de la réduction de la pauvreté, et (ii) le développement et la gestion des ressources humaines, afin de créer un environnement propice à l'Institut National de la Statistique (INS) qui lui permettra d'attirer et de retenir le personnel qualifié approprié.

<u>Catégories</u>	<u>Budget</u>	<u>USD</u>
Fournitures, services autres que consultants (Composantes 1.2 à 2.3a, 2.3b (ii) et 2.5)		21 900 000
Fournitures, services autres que consultants (Composante 1.1)		14 000 000
Programme Bourses d'études (Composante 2.3b (i))		1 100 000
Programme Jeunes professionnels (Composante 2.4)		2 000 000
Avance pour la préparation du Projet (Toutes composantes)		<u>6 000 000</u>
Total Catégories		<u>45 000 000</u>

Avant la signature de l'Accord de don du 27 octobre 2015, le Projet a bénéficié d'une période de préparation couverte par l'Accord d'Avance préalable pour la Préparation du Projet n° Q9840 signé entre IDA et le Gouvernement de la RDC, représenté par le Ministère des Finances, en date du 20 juillet 2015. Le montant de l'avance pour la préparation du Projet est de USD 6 millions (avance comprise dans le montant du financement de USD 45 millions) pour une période ayant pris fin au 30 juin 2016. Le Projet a été effectivement mis en œuvre le 30 juin 2016 et sera clôturé le 31 décembre 2020.

Le PDS vient en appui au Projet Catalytique de Renforcement de l'Institut National de la Statistique (PRINS) dont l'Accord de don a été signé le 19 juin 2014 entre le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et la Banque Mondiale. Le Projet PRINS vise le renforcement des capacités de l'INS et finance notamment la rénovation des immeubles de l'INS, la formation des cadres, la cartographie du recensement général de la population, le recensement des entreprises et le développement des unités de gestion fiduciaires de l'INS.

1.2. Cadre institutionnel et gestion du Projet

Le cadre institutionnel du Projet se présente de la manière suivante :

1.2.1. Comité de Pilotage du Projet

Le Projet est supervisé par un Comité de pilotage (CPP) sous l'autorité directe du Ministère ayant en charge le Plan. Le CPP est l'organe d'orientation des activités du Projet et de suivi de leur mise en œuvre. A ce titre, il est chargé de concevoir et de proposer des stratégies en vue d'une utilisation optimale et efficiente des ressources. Il valide également le budget et les rapports d'activités établis par l'Unité de Gestion des Projets (UGP).

1.2.2. Unité de Gestion des Projets (UGP)

Elle est la structure opérationnelle de gestion du Projet au sein de l'INS. Sous la supervision du Directeur Général de l'INS, l'UGP exécute le Projet en veillant au bon déroulement des activités dans toutes les composantes du Projet et en établissant les rapports d'avancement périodiques du Projet.

1.2.3. Points focaux dans les services bénéficiaires

Le Chef du Service bénéficiaire du Projet est le point focal de l'activité. Il est l'interlocuteur du Service bénéficiaire auprès de la Cellule d'Exécution du Projet. Pour chaque composante concernant directement les activités de l'INS, un Point focal sera désigné par une décision du Directeur Général de l'INS.

2. PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers du PDS sont établis sur la base des mouvements d'entrée et de sortie de trésorerie (Cash basis).

Les ressources (financements) sont comptabilisées lorsque le compte bancaire du Projet est crédité tandis que les dépenses le sont au moment de leur décaissement effectif. Toutefois, les engagements conclus avec les tiers sont enregistrés au bilan à l'actif (créances) et au passif (dettes).

3. MATERIEL

Le poste « matériel » est détaillé comme suit :

<u>Description</u>	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>	<u>Variation</u>
	USD	USD	USD
Matériel automobile	145 440	145 440	-
Motos	1503 000	1 503 000	-
Matériel informatique et de reprographie	2 886 872	253 605	2 633 267
Générateur (Groupe électrogène)	81 425	81 425	-
Mobilier de bureau	37 740	19 800	17 940
Matériel de bureau	<u>11 971</u>	<u>8 021</u>	<u>3 950</u>
Total	<u>4 666 448</u>	<u>2 011 291</u>	<u>2 655 157</u>

La variation de USD 2.633.267 sur la rubrique « Matériel informatique et de reprographie » est essentiellement expliquée par la réception en 2018 des matériels destinés au recensement général des entreprises pour un montant total de USD 2.501.114 (dont notamment 4.000 tablettes, 100 laptops, 4.000 solutions solaires pour tablettes, 4.000 micros SD card, 800 flash disk et 3.500 GPS) et l'acquisition des 147 téléphones satellitaires de marque Thuraya Dual Handset pour le Bureau Central de Recensement pour USD 132.153.

4. AUTRES ACTIFS IMMOBILISES

Les autres actifs immobilisés se présentent de la manière suivante :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>	<u>Variation</u>
	USD	USD	USD
Charges immobilisées	1 521 256	787 247	734 009
Immobilisations incorporelles	<u>4 833 176</u>	<u>1 500 780</u>	<u>3 332 396</u>
Total	<u>6 354 432</u>	<u>2 288 027</u>	<u>4 066 405</u>

Les charges immobilisées comprennent les dépenses de fonctionnement tandis que les immobilisations incorporelles incluent les frais de consultance et logiciels.

Ces dépenses sont constituées comme suit :

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
	USD	USD
Total des dépenses engagées par le Projet (Voir Tableau des Ressources et Emplois)	12 334 862	8 803 928
<i>Déductions :</i>		
Dépenses en matériel	3	(4 666 448)
Avances versées aux fournisseurs	5	(1 182 265)
Débiteurs divers		(142 912)
Tiers créditeurs		<u>11 195</u>
Total		<u>2 288 027</u>

5. TIERS DEBITEURS

Le montant de USD 1.182.265 au 31 décembre 2018 représente essentiellement le surplus réalisé sur paiement direct effectué en faveur du fournisseur UNOPS en date du 29 décembre 2017 en rapport avec l'acquisition de matériel informatique pour l'INS. Ce matériel devra servir au recensement général des entreprises. Ce fonds a été reversé dans le compte bancaire CitiBank New York n°36397281 de l'IDA en date du 27 mars 2019.

6. TRESORERIE – ACTIF

Cette rubrique se détaille comme suit :

<u>Intitulé et numéro du compte</u>	<u>31/12/2018</u> USD	<u>31/12/2017</u> USD	<u>Variation</u> USD
Banque Commerciale du Congo (BCDC), Compte désigné 1273439-73/USD	1 181 325	1 352 425	(171 100)
Banque Commerciale du Congo (BCDC), Recettes DAO 1348215-89/USD	334	4 000	(3 666)
Caisse Projet	<u>2 583</u>	<u>360</u>	<u>2 222</u>
Total	<u>1 184 242</u>	<u>1 356 785</u>	<u>(172 543)</u>

7. FONDS RECUS DE L'IDA

Les financements reçus de l'IDA au cours des exercices 2016 à 2018 ont été enregistrés aux comptes bancaires désignés du Projet comme suit :

<u>Date de paiement</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u> USD
7.1. Fonds reçus PPA Q9840		
20/04/2016	Avance pour la préparation du Projet	500 000
7.2. Fonds reçus Do880-DRC		
28/07/2016	Avance initiale	2 400 000
26/08/2016	Paiement DRF N° 002	53 027
22/09/2016	Paiement DRF N° 003	35 986
03/10/2016	Paiement DRF N° 004	21 913
17/11/2016	Paiement DRF N° 005	64 083
26/12/2016	Paiement DRF N° 006	208 050
02/06/2017	Paiement DRF N° 008 bis	19 183
21/06/2017	Paiement DRF N° 013	86 807
30/06/2017	Paiement DRF N° 014	138 561
19/07/2017	Paiement DRF N° 015	34 798
04/10/2017	Paiement DRF N° 016	84 118
23/06/2017	Paiement DRF N° 017	91 193
07/06/2017	Paiement DRF N° 018	165 825
07/06/2017	Paiement DRF N° 019	253 351
30/05/2017	Paiement DPD N° 001	890 000
16/06/2017	Paiement DPD N° 002	613 000
29/12/2017	Paiement DPD N° 003	4 496 818
29/12/2017	Paiement DRF N°020	154 738
28/02/2018	Paiement DRF N°022	75 638
29/03/2018	Paiement DRF N° 023	93 900
15/05/2018	Paiement DRF N°024	382 821
28/05/2018	Paiement DRF N°025	188 764
06/06/2018	Paiement DRF N°026	188 300
18/06/2018	Paiement DRF N°021	874 532
08/08/2018	Paiement DRF N°027	111 749
28/08/2018	Paiement DRF N°028	285 888
21/09/2018	Paiement DRF N°029	259 759
18/10/2018	Paiement DRF N°030	167 924
15/11/2018	Paiement DRF N°031	574 378
Total		<u>13 015 104</u>
Total général		<u>13 515 104</u>

8. APPUI A LA CARTOGRAPHIE DU RECENSEMENT DE LA POPULATION

Les dépenses de USD 494.689 engagées en 2018 se détaillent comme suit :

	<u>2018</u>
	USD
Paiement facture UNFPA	(8.1) 232 200
Acquisition de 147 téléphones satellitaires	(8.2) 132 153
Production des supports de sensibilisation pour RGPH2	(8.3) 78 415
Organisation de travaux de report des limites administratives par le BCR	38 215
Acquisition des meubles	8 190
Autres	<u>5 516</u>

Total **494 689**

(8.1) Le solde de cette rubrique représente l'avance initiale, soit 50% du montant contractuel se rapportant aux frais d'assistance et contrôle technique du deuxième recensement général de la population et habitat en faveur du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) suivant le contrat n°70/IDA/MINIPLAN/INS/PDS/CPM/ANN/2014/MF conclu entre UNFPA et PDS en date du 19 juin 2014.

(8.2) Les dépenses de ce poste concernent l'acquisition de 147 téléphones satellitaires de marque Thuraya Dual Handset pour le Bureau Central de Recensement (Note 3 ci-dessus) suivant la lettre de marché n°10/DGFC/AAF/OCC/3/2018 conclu entre SOREDICOM et PDS en date du 2 mars 2018.

(8.3) Les dépenses enregistrées sur ce poste se rapportent à la production des supports de communication du deuxième Recensement Général de la Population pour USD 78.415, payé en faveur de LEDITAC suivant le contrat n°002/IDA/MINIPLAN/INS/PDS/CPM/YMN/2018/SNC conclu entre LEDITAC SARL et PDS en date du 16 mai 2018. Ces dépenses comprennent essentiellement la production de 5.000 T-SHIRT, 350 gilets kaki, 6.000 casquettes, 1.000 polos, 50.000 dépliants, etc.

9. SYSTEME D'ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES

Pour l'exercice 2018, les dépenses enregistrées dans cette rubrique se détaillent comme suit :

	<u>2018</u>
	USD
Frais organisation de l'enquête sur les conditions de vie des ménages	747 275
Frais location salle et restauration des participants à la formation sur l'enquête de pauvreté en milieu urbain	118 741
Honoraires Consultant Spécialiste du système d'interview assisté par ordinateur « CAPI » pour les enquêtes auprès des ménages	107 400
Frais d'achats et conception des supports et fournitures	50 718
Frais de perdiem et remboursement frais Consultant Spécialiste en enquête auprès des ménages	62 845
Frais pour finalisation du rapport de l'Enquête avec Questionnaire unifié à Indicateurs de Base du bien-être (E-QUIB).	16 800
Autres	<u>82 678</u>

Total **1186 457**

10. STATISTIQUES DES COMPTES NATIONAUX

Les dépenses présentées dans ce poste en 2018 sont détaillées comme suit :

	<u>2018</u> USD
Organisation des ateliers de formation des formateurs du Recensement Général des Entreprises.	75 477
Acquisition des étagères, cadenas et matériel de bureau	16 770
Frais d'élaboration des comptes nationaux	<u>7 000</u>
Total	<u>99 247</u>

11. AMELIORATION INFORMATIQUE ET EQUIPEMENTS POUR LA PRODUCTION ET DIFFUSION DES DONNEES

Pour l'exercice 2018, les dépenses de ce poste se détaillent comme suit :

	<u>2018</u> USD
Production de l'indice des prix à la consommation (IPC)	196 283
Païement honoraires et remboursement perdiem, billets, visas du Consultant International sur l'étude diagnostique des systèmes de gestion des données de L'institut Supérieur des Statistiques « ISS »	20 405
Frais d'organisation de la journée africaine de la statistique « JAS »	14 985
Autres	<u>12 234</u>
Total	<u>243 907</u>

12. ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'ELABORATION DES LIGNES DIRECTRICES

Les dépenses de cette rubrique en 2018 sont détaillées comme suit :

	<u>2018</u> USD
Frais d'organisation de l'atelier de réactualisation des textes statutaires et règlementaires de l'INS	61 507
Frais de location de salle et restauration pour les formations des cadres et agents INS en management et bonne gouvernance	32 140
Honoraires Centre d'Etudes et de Gestion du Développement en Afrique	22 350
Frais de participation aux formations du Directeur Général de l'Institut National de la Statistique « INS »	22 952
Autres	<u>55 862</u>
Total	<u>194 811</u>

13. APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Le solde de USD 96.172 pour ce poste en 2018 concerne principalement les dépenses relatives aux honoraires et autres frais des consultants chargés de l'évaluation institutionnelle de l'Institut Supérieur de la Statistique « ISS » (Grégoire KANKWANDA) pour USD 33.864, consultant spécialiste en éducation (Jean Paul TSASA) pour un montant de USD 23.326 et Enseignant chercheur Statisticien Economètre (Sessi TOKPAVI) pour un montant de USD 33.928.

14. PROGRAMME DE BOURSES D'ETUDES POUR LA FORMATION DES CONGOLAIS

Le solde de ce poste pour l'exercice 2018 se rapporte aux frais payés en faveur des lauréats sélectionnés pour la poursuite des études post universitaires à l'Institut de Formation et de Recherche Démographique (IFORD) et à l'Institut Sous régional de Statistique et d'Economie Appliquée (ISSEA) à Yaoundé au Cameroun ainsi qu'à l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Ces dépenses se détaillent comme suit :

	<u>2018</u> <u>USD</u>
Frais Académiques et formalités de voyage des étudiants	269 405
Acquisition et frais d'expédition de 21 laptops pour les étudiants congolais	30 985
Frais de transport des Adjoints Techniques	<u>47 629</u>
Total frais et matériels	348 019
Autres	<u>1 043</u>
Total	<u>349 062</u>

15. GESTION DU PROJET

Les dépenses de ce poste en 2018 se détaillent comme suit :

		<u>USD</u>
Honoraires	(15.1)	445 087
Location bureau	(15.2)	60 000
Frais de communication		10 975
Frais d'entretien		19 800
Formations et missions	(15.3)	28 947
Frais et commissions bancaires	(15.4)	41 949
Frais d'audit des états financiers		10 277
Frais de transport	(15.5)	34 720
Carburant	(15.6)	16 449
Frais de gardiennage	(15.7)	17 112
Autres	(15.8)	<u>131 701</u>
Total		<u>817 017</u>

(15.1) Il s'agit essentiellement des dépenses liées aux honoraires payés au personnel (consultant) affecté au Projet et autres prestataires. Les détails de ces honoraires se présentent comme suit :

	<u>2018</u> <u>USD</u>
Consultant international en passation des marchés	96 581
Consultant international en appui à la cellule de suivi - évaluation	56 000
Consultant spécialiste en Ressources Humaines	70 860
Chargé des opérations au PDS	51 600
Responsable de l'administration, des finances et de la comptabilité	48 000
Auditeur Interne de l'UGP PRINS-PDS	19 000
Comptable de l'UGP PRINS-PDS	28 800
Autres honoraires	<u>74 246</u>
Total	<u>445 087</u>

(15.2) Il s'agit du coût de location bureaux du PDS pour la période allant du mois d'avril à décembre 2018 (9 mois) et le paiement anticipatif de janvier à mars 2019 (3 mois).

- (15.3) Les dépenses de ce poste se rapportent principalement des frais de formation en passation des marchés des fournitures et consultants en faveur de Yves MISSIATU NZUZI (Expert en passation des marchés) au Maroc pour USD 11.716, la formation sur la prévention et gestion de réclamations et litiges en faveur de Abel NGOLO (assistant en passation des marchés) pour USD 9.243 ainsi que le complément des frais pédagogiques en faveur de l'Institut FORHOM à la Rochelle en France relatif à la formation des cadres affectés à l'unité de gestion des projets PRINS/PDS pour USD 2.152.
- (15.4) Le poste « Frais et commissions bancaires » représentent essentiellement les frais et commissions bancaires retenus par la BCDC sur le compte bancaire n° 1273439-73/USD.
- (15.5) Ce poste concerne essentiellement les frais de transport et collation payés au staff de l'Unité de gestion du Projet (UGP) et au comptable du PDS lors de différentes commissions d'analyses des marchés, au secrétariat technique de sélection des candidats « Ingénieur technicien et statisticien (ITS) » au cours de l'exercice 2018, etc.
- (15.6) Il s'agit essentiellement des coûts engagés pour l'achat de carburant destiné aux véhicules du projet.
- (15.7) Le solde de ce poste en 2018 se rapporte aux frais de gardiennage payés pour la sécurisation des installations et bureaux du PDS pour l'année 2018.
- (15.8) Le solde de ce poste en 2018 concerne les frais d'impression des papiers en-tête, autocollants, d'assurance véhicules, achat billets d'avion en faveur des consultants du projet, etc.

16. FOURNITURES, SERVICES AUTRES QUE CONSULTANTS POUR LES COMPOSANTES 1.2 à 2.3(a), 2.3(b) (ii) et 2.5

Le solde de ce poste en 2018 est de USD 2.688.226. Il représente le solde de toutes les dépenses (par composante) engagées par le Projet, soit USD 3.530.934 (voir Tableau des Ressources et des Emplois ci-dessus), à l'exception de celles relatives l'appui à la cartographie USD 494.689 du recensement de la population (Note 8 ci-dessus et 17 ci-dessous) ainsi que des dépenses allouées aux bourses d'études pour la formation des jeunes congolais pour USD 348.019 (Note 14 et Note 18 ci-dessous).

17. FOURNITURES, SERVICES AUTRES QUE CONSULTANTS (COMPOSANTE 1.1)

Les dépenses de cette catégorie se détaillent comme suit :

		<u>2018</u>
		USD
Paiement facture UNFPA	8.1	232 00
Acquisition de 147 téléphones satellitaires	8.2	132 153
Production des supports de sensibilisation pour RGPH2	8.3	78 415
Organisation des travaux de report des limites administratives par le BCR		38 215
Acquisition des meubles		8 190
Autres		<u>5 516</u>
Total		<u>494 689</u>

18. PROGRAMME BOURSES D'ETUDES (COMPOSANTE 2.3B (I))

Les dépenses de cette catégorie se détaillent comme suit (voir Notes 14 et 16 ci-dessus) :

	<u>2018</u> USD
Frais Académiques et formalités de voyage des étudiants	269 405
Acquisition et frais d'expédition de 21 laptops pour les étudiants congolais	30 985
Frais de transport des Adjoints Techniques	<u>47 629</u>
Total	<u>348 019</u>



2. Rapport de l'Auditeur indépendant sur les états certifiés des dépenses



Monsieur le Coordonnateur
Unité de Gestion des Projets
Projet de Développement des Statistiques
« PDS »
8, avenue Lodja
Quartier SOCIMAT
Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LES ETATS CERTIFIES DE DEPENSES
POUR LA PERIODE ALLANT DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018
DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
« PDS »

Accord préalable pour la Préparation du Projet N° Q9840 du 20 juillet 2015
et Accord de financement N° Do880-DRC du 27 octobre 2015

1. Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états certifiés de dépenses du Projet de Développement des Statistiques, PDS en sigle, pour l'exercice clos au 31 décembre 2018.

À notre avis, à l'exception de l'incidence du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve », les états certifiés de dépenses que nous avons examinés présentent, dans tous leurs aspects significatifs, les dépenses ainsi que les opérations du PDS pour l'exercice 2018 et sont suffisamment fiables pour justifier les demandes de retrait de fonds soumises à la Banque Mondiale, conformément aux directives de la Banque Mondiale et aux Accords de financement (Accord préalable pour la préparation du Projet et Accord de financement).

2. Fondement de l'opinion avec réserve

Lors de nos travaux d'audit des états financiers annuels au 31 décembre 2018, nous avons noté, au cours de la période sous revue, une disparition d'un lot important des matériels informatiques (destinés aux opérations du Recensement Général des Entreprises) entreposés dans l'enceinte de l'Institut National de la Statistique (INS) d'une valeur totale de USD 226.422; composés de 467 tablettes modèle Lenovo Ideapad Miix 320 (USD 205.303), 18 Laptops modèle Lenovo Thinkpad L470 (USD 20.940) et 1 GPS MAP G4 Handheld (USD 179).

Par ailleurs, nous avons constaté que le Projet n'a pas organisé la prise d'inventaire physique de tous ses matériels et équipements à la date de clôture. Nous avons toutefois noté que cet inventaire a été organisé subséquemment (en fin juin 2019). Notre revue de ces inventaires n'a pas relevé d'anomalies majeures.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'Auditeur indépendant relatives à l'audit des états certifiés de dépenses » du présent rapport. Nous sommes indépendants du PDS conformément au Code d'éthique et de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers RDC SAS, Immeuble Midema, 13, Avenue Mongala, Gombe, B.P. 10195 Kinshasa I,
République Démocratique du Congo
T: (243) 99 930 99 00 / 01 - (243) 99 839 62 71 - (243) 81 037 26 45, www.pwc.com

Société par Actions Simplifiée au capital variable de CDF 18.600.000 - RCCM : CD/KIN/RCCM/14-B-4773 - N° Id. Nat. 01-832-N88290C - N° Impôt A0700522B.
Bureau à Lubumbashi : 1034, Av. Kilela Balanda - Immeuble Infinity, 3^{ème} Etage - B.P. 7224 Lubumbashi - Province du Haut Katanga - T : (243) 99 930 99 02 - (243) 81 710 39 93

Nos vérifications ont couvert entre autres les étapes suivantes :

- S'assurer que toutes les ressources du PDS ont été employées conformément aux dispositions des Accords de financement applicables, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies;
- S'assurer que les acquisitions des biens et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions des Accords de financement applicables fondés sur les procédures de passation de marché de la Banque Mondiale et ont été proprement enregistrées dans les livres comptables ;
- S'assurer que tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre de différentes opérations relatives au Projet (y compris les dépenses couvertes par des relevés de dépenses ou des rapports de suivi financier) ;
- S'assurer que les dépenses inéligibles dans les demandes de remboursement de fonds identifiées lors de l'audit ont été remboursées au compte désigné. Ces dépenses ont fait, le cas échéant, l'objet d'une note séparée dans notre rapport d'audit;
- S'assurer que tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre de différentes opérations relatives au Projet (y compris les dépenses couvertes par les relevés des dépenses ou les comptes désignés) et qu'il existe des relations de correspondance évidentes entre les livres de comptes et les rapports présentés à la Banque ;
- S'assurer que les demandes de décaissement soumises à la Banque aux fins de financement sont appuyées par des pièces justificatives, sont correctement autorisées et enregistrées, et sont éligibles selon les termes des Accords de financement ;
- Vérifier que les avances faites au personnel du Projet, aux agents de l'Institut National de la Statistique ainsi que des autres entités bénéficiaires du Projet au titre des missions ou autres frais de fonctionnement ou réalisations d'activités spécifiques sont correctement justifiées.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

3. Responsabilités de la Coordination et des responsables de la gouvernance relatives aux états certifiés de dépenses

Les états certifiés de dépenses ont été établis par la Coordination. La Coordination est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états certifiés de dépenses conformément aux directives de la Banque Mondiale et aux Accords de financement, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états certifiés de dépenses ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états certifiés de dépenses, il incombe à la Coordination d'évaluer la capacité du Projet à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si la Coordination a l'intention de clôturer le Projet ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière du Projet.

4. Responsabilités de l'Auditeur indépendant relatives à l'audit des états certifiés de dépenses

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états certifiés de dépenses pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états certifiés de dépenses prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états certifiés de dépenses sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe du présent rapport de l'Auditeur indépendant.



Le 27 juin 2019

ANNEXE
RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR INDEPENDANT RELATIVES A L'AUDIT DES
ETATS CERTIFIES DE DEPENSES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états certifiés de dépenses comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne du Projet afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Projet ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Coordination, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états certifiés de dépenses, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états certifiés de dépenses reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états certifiés de dépenses et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états certifiés de dépenses ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états certifiés de dépenses conformément aux directives de la Banque Mondiale et aux Accords de financement ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la Coordination du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Projet à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états certifiés de dépenses au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

**PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
« PDS »**

**Accord préalable pour la préparation du Projet N° Q9840 du 20 juillet 2015
et Accord de financement N° Do880-DRC du 27 octobre 2015**

**ETATS CERTIFIES DE DEPENSES
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2018
(Exprimés en Dollar américain)**

<u>Date de paiement</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u> USD
1.1. Fonds reçus PPA Q9840		
20/04/2016	Avance pour la préparation du Projet	500 000
1.2. Fonds reçus Do880-DRC		
28/07/2016	Avance initiale	2 400 000
26/08/2016	Païement DRF N° 002	53 027
22/09/2016	Païement DRF N° 003	35 986
03/10/2016	Païement DRF N° 004	21 913
17/11/2016	Païement DRF N° 005	64 083
26/12/2016	Païement DRF N° 006	208 050
02/06/2017	Païement DRF N° 008 bis	19 183
21/06/2017	Païement DRF N° 013	86 807
30/06/2017	Païement DRF N° 014	138 561
19/07/2017	Païement DRF N° 015	34 798
04/10/2017	Païement DRF N° 016	84 118
23/06/2017	Païement DRF N° 017	91 193
07/06/2017	Païement DRF N° 018	165 825
07/06/2017	Païement DRF N° 019	253 351
30/05/2017	Païement DPD N° 001	890 000
16/06/2017	Païement DPD N° 002	613 000
29/12/2017	Païement DPD N° 003	4 496 818
29/12/2017	Païement DRF N°020	154 738
28/02/2018	Païement DRF N°022	75 638
29/03/2018	Païement DRF N° 023	93 900
15/05/2018	Païement DRF N°024	382 821
28/05/2018	Païement DRF N°025	188 76
06/06/2018	Païement DRF N°026	188 300
18/06/2018	Païement DRF N°021	874 532
08/08/2018	Païement DRF N°027	111 749
28/08/2018	Païement DRF N°028	285 888
21/09/2018	Païement DRF N°029	259 759
18/10/2018	Païement DRF N°030	167 924
15/11/2018	Païement DRF N°031	<u>574 378</u>
Total		<u>13 015 104</u>
Total général		<u>13 515 104</u>

Note :

DRF : Demande de Retrait de Fonds



3. Rapport de l'Auditeur indépendant sur les états des transactions du compte désigné



Monsieur le Coordonnateur
Unité de Gestion des Projets
Projet de Développement des Statistiques
« PDS »
8, avenue Lodja
Quartier SOCIMAT
Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR L'ETAT DES TRANSACTIONS DU COMPTE DESIGNE
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2018
DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
« PDS »

Accord préalable pour la Préparation du Projet N° Q9840 du 20 juillet 2015
et Accord de financement N° Do880-DRC du 27 octobre 2015

1. Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit de l'état des transactions du compte désigné du Projet de Développement des Statistiques, PDS en sigle, pour l'exercice clos au 31 décembre 2018.

À notre avis, à l'exception de l'incidence du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve », l'état des transactions du compte désigné que nous avons examiné est suffisamment fiable pour justifier les mouvements de fonds intervenus sur ce compte ouvert pour le financement des activités du PDS pour l'exercice 2018 conformément aux directives de la Banque Mondiale et aux Accords de financement (Accord préalable pour la préparation du Projet et Accord de financement).

2. Fondement de l'opinion avec réserve

Lors de nos travaux d'audit des états financiers annuels au 31 décembre 2018, nous avons noté, au cours de la période sous revue, une disparition d'un lot important des matériels informatiques (destinés aux opérations du Recensement Général des Entreprises) entreposés dans l'enceinte de l'Institut National de la Statistique (INS) d'une valeur totale de USD 226.422; composés de 467 tablettes modèle Lenovo Ideapad Miix 320 (USD 205.303), 18 Laptops modèle Lenovo Thinkpad L470 (USD 20.940) et 1 GPS MAP G4 Handheld (USD 179).

Par ailleurs, nous avons constaté que le Projet n'a pas organisé la prise d'inventaire physique de tous ses matériels et équipements à la date de clôture. Nous avons toutefois noté que cet inventaire a été organisé subséquemment (en fin juin 2019). Notre revue de ces inventaires n'a pas relevé d'anomalies majeures.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'Auditeur indépendant relatives à l'audit de l'état des transactions du compte désigné » du présent rapport.

Nous sommes indépendants du PDS conformément au Code d'éthique et de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers RDC SAS, Immeuble Midema, 13, Avenue Mongala, Gombe, B.P. 10195 Kinshasa I,
République Démocratique du Congo
T: (243) 99 930 99 00 / 01 - (243) 99 839 62 71 - (243) 81 037 26 45, www.pwc.com

Société par Actions Simplifiée au capital variable de CDF 18.600.000 - RCCM : CD/KIN/RCCM/14-B-4773 - N° Id. Nat. 01-832-N88290C - N° Impôt A0700522B.
Bureau à Lubumbashi : 1034, Av. Kilela Balanda - Immeuble Infinity, 3^{ème} Etage - B.P. 7224 Lubumbashi - Province du Haut Katanga - T : (243) 99 930 99 02 - (243) 81 710 39 93

Nos vérifications ont couvert entre autres les étapes suivantes :

- S'assurer que toutes les ressources du PDS ont été employées conformément aux dispositions des Accords de financement applicables, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies;
- S'assurer que les acquisitions des biens et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions des Accords de financement applicables fondés sur les procédures de passation de marché de la Banque Mondiale et ont été proprement enregistrés dans les livres comptables ;
- S'assurer que tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre de différentes opérations relatives au Projet (y compris les dépenses couvertes par des relevés de dépenses ou des rapports de suivi financier) ;
- S'assurer que les comptes désignés sont gérés en conformité avec les dispositions des Accords de financement ;
- S'assurer que les dépenses inéligibles dans les demandes de remboursement de fonds identifiées lors de l'audit ont été remboursées au compte désigné. Ces dépenses ont fait, le cas échéant, l'objet d'une note séparée dans notre rapport d'audit;
- S'assurer que tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre de différentes opérations relatives au Projet (y compris les dépenses couvertes par les relevés des dépenses ou les comptes désignés) et qu'il existe des relations de correspondance évidentes entre les livres de comptes et les rapports présentés à la Banque ;
- S'assurer que les demandes de décaissement soumises à la Banque aux fins de financement sont appuyées par des pièces justificatives, sont correctement autorisées et enregistrées, et sont éligibles selon les termes des Accords de financement ;
- Evaluer le respect des dispositions de contrôle interne, noter les contrôles inexistantes ou ceux qui nécessitent des améliorations ;
- Vérifier que les avances faites au personnel du Projet, aux agents de l'Institut National de la Statistique ainsi que des autres entités bénéficiaires du Projet au titre des missions ou autres frais de fonctionnement ou réalisations d'activités spécifiques sont correctement justifiées.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

3. Responsabilités de la Coordination et des responsables de la gouvernance relatives à l'état des transactions du compte désigné

L'état des transactions du compte désigné a été établi par la Coordination. La Coordination est responsable de la préparation et de la présentation sincère de l'état des transactions du compte désigné conformément aux directives de la Banque Mondiale et aux Accords de financement, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation de l'état des transactions du compte désigné ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation de l'état des transactions du compte désigné, il incombe à la Coordination d'évaluer la capacité du Projet à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si la Coordination a l'intention de clôturer le Projet ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière du Projet.

4. Responsabilités de l’Auditeur indépendant relatives à l’audit de l’état des transactions du compte désigné

Nos objectifs sont d’obtenir l’assurance raisonnable que l’état du compte désigné pris dans son ensemble ne comporte pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs, et d’émettre un rapport d’audit contenant notre opinion.

L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, qui ne garantit toutefois pas qu’un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d’erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu’il est raisonnable de s’attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs de l’état des transactions du compte désigné prennent en se fondant sur celui-ci.

Nos responsabilités pour l’audit de l’état des transactions du compte désigné sont décrites de façon plus détaillée dans l’annexe du présent rapport de l’Auditeur indépendant.



Le 27 juin 2019

ANNEXE
RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR INDEPENDANT RELATIVES A L'AUDIT DE
L'ETAT DES TRANSACTIONS DU COMPTE DESIGNE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état des transactions du compte désigné comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne du Projet afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Projet ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Coordination, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu de l'état des transactions du compte désigné, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si l'état des transactions du compte désigné reflète les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date de l'état des transactions du compte désigné et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement de l'état des transactions du compte désigné ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans l'état des transactions du compte désigné conformément aux directives de la Banque Mondiale et aux Accords de financement ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la Coordination du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Projet à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans l'état des transactions du compte désigné au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
« PDS »
Accord de financement N° Do880-DRC du 27 octobre 2015

ETAT DES TRANSACTIONS DU COMPTE DESIGNÉ N° 1273439-73/USD OUVERT A LA BCDC
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2018
(Exprimé en Dollar américain)

<u>Libellé</u>	<u>Montant</u> <u>USD</u>
<u>Fonds reçus (I)</u>	
Solde d'ouverture banque	1 354 804
Solde d'ouverture caisse	360
<u>Entrées au compte spécial (II)</u>	
Virement du 02/01/2018 suivant DRF N°020	154 738
Virement du 18/08/2018 suivant DRF N°021	874 532
Virement du 28/02/2018 suivant DRF N° 022	75 638
Virement du 29/03/2018 suivant DRF N° 023	93 900
Virement du 11/03/2018 suivant DRF N°024	382 821
Virement du 28/05/2018 suivant DRF N° 025	188 764
Virement du 06/06/2018 suivant DRF N°026	188 300
Virement du 18/06/2018 suivant DRF N°027	111 749
Virement du 28/08/2018 suivant DRF N°028	285 888
Virement du 21/09/2018 suivant DRF N°029	259 759
Virement du 18/10/2018 suivant DRF N°030	167 924
Virement du 15/11/2018 suivant DRF N°031	<u>574 378</u>
Total des fonds reçus (A)=I+II	<u>4 713 555</u>
<u>Dépenses</u>	
Dépenses selon DRF N° 022	75 638
Dépenses selon DRF N° 023	93 900
Dépenses selon DRF N° 024	382 821
Dépenses selon DRF N° 025	188 764
Dépenses selon DRF N° 026	188 300
Dépenses selon DRF N° 027	111 749
Dépenses selon DRF N° 028	285 887
Dépenses selon DRF N° 029	259 759
Dépenses selon DRF N° 030	167 924
Dépenses selon DRF N°031	<u>574 378</u>
Total des dépenses (B)	<u>2 313 555</u>
Disponibles (C = A – B)	<u>2 400 000</u>
<u>Soldes de trésorerie</u>	
Banques	1 184 990
Caisse	<u>2 583</u>
Total Trésorerie (D)	<u>1 187 573</u>
Ecart (E = C – D)	<u>1 212 427</u>
<u>Justification de l'écart</u>	
DRFs émis mais non exécutés par la Banque Mondiale au 31/12/2018 :	
- Dépenses au 30/11/2018 : DRF N° 032 (*)	588 123
- Dépenses au 31/12/2018 : DRF N° 033 (*)	487 308
- Dépenses en cours de justification (**)	142 912
- Autres transactions non dénouées à la clôture	<u>(5 916)</u>
Total (F)	<u>1 212 427</u>
Ecart final (E-F)	<u>_____</u>

(*) Il s'agit des dépenses engagées et comptabilisées en novembre et décembre 2018 pour lesquelles les DRFs ont été établies et soumises à la Banque Mondiale respectivement en 2019.

(**) Il s'agit des dépenses engagées et comptabilisées en décembre 2018 mais pour lesquelles les DRFs n'étaient pas encore établies ni soumises à la Banque Mondiale au 31 décembre 2018.



IIème partie : Vérfications spécifiques



***Rapport de l'Auditeur Indépendant sur la
conformité de l'exécution du Projet***



Monsieur le Coordonnateur
Unité de Gestion des Projets
Projet de Développement des Statistiques
« PDS »
8, avenue Lodja
Quartier SOCIMAT
Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LA CONFORMITE DE L'EXECUTION DU PROJET AU 31 DECEMBRE 2018
DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES
« PDS »
Accord de financement N° Do880-DRC du 27 octobre 2015

1. Nous avons examiné, conformément aux normes internationales d'audit (ISA) édictées par l'IFAC ainsi qu'aux directives de la Banque Mondiale, la conformité de l'exécution du Projet aux termes de l'Accord de financement et aux instructions de la Banque Mondiale du Projet de Développement des Statistiques pour l'exercice clos au 31 décembre 2018.
2. A l'issue de nos travaux, nous avons noté un faible niveau de réalisation des activités prévues sur la période ; soit un taux d'exécution global de 14% au 31 décembre 2018. Cette situation est principalement expliquée par l'arrêt de certaines autres activités dû à la décision de la restructuration du projet et le retard dans l'exécution de certaines activités du Projet dont notamment :
 - Elaboration des Termes de Référence (TDR) d'un atelier de présentation des enquêtes agricoles à toutes les parties prenantes autour des questions de statistiques agricoles ;
 - Préparation et présentation aux partenaires et aux acteurs nationaux un projet de renforcement du système d'information statistique pour le secteur agricole ;
 - Révision des documents techniques sur la base d'une méthodologie indépendante de la cartographie du RGPH2 ;
 - Finalisation des documents techniques incluant le budget pour la mise en place d'un système permanent de collecte de données et de production de statistiques agricoles à la suite du RGA,
 - Etc.

Cette situation pourrait compromettre la réalisation dans les délais et la mise en œuvre de certaines activités prévues dans le cadre du projet.

3. A notre avis, à l'exception de la situation décrite au paragraphe 2 ci-dessus, l'exécution du Projet de Développement des Statistiques est conforme aux termes de l'Accord de financement et aux instructions de la Banque Mondiale.

Le 27 juin 2019

PricewaterhouseCoopers RDC SAS, Immeuble Midema, 13, Avenue Mongala, Gombe, B.P. 10195 Kinshasa I, République Démocratique du Congo
T: (243) 99 930 99 00 / 01 - (243) 99 839 62 71 - (243) 81 037 26 45, www.pwc.com

Société par Actions Simplifiée au capital variable de CDF 18.600.000 - RCCM : CD/KIN/RCCM/14-B-4773 - N° Id. Nat. 01-832-N88290C - N° Impôt A0700522B.
Bureau à Lubumbashi : 1034, Av. Kilela Balanda - Immeuble Infinity, 3^{ème} Etage - B.P. 7224 Lubumbashi - Province du Haut Katanga - T : (243) 99 930 99 02 - (243) 81 710 39 93



Annexes



Annexe 1 :
Situation patrimoniale (Bilan)



Annexe 2 :
***Tableaux des ressources et emplois (par
composantes et par catégories)***



***Annexe 3 :
Etats certifiés de dépenses***



***Annexe 4 :
Etat des transactions du compte désigné***



***Annexe 5 :
Etat de rapprochement des fonds reçus de la
Banque Mondiale***



Annexe 6 :
Liste des actifs immobilisés



Annexe 7 :
Lettre de représentation